

## EVENEMENT FRANCOPHONE A CHISINAU

Le 28 février - 1 mars l'Agence Universitaire de la Francophonie a organisé à Chisinau un séminaire dans le cadre de son nouveau programme du soutien des réformes dans le domaine de la gouvernance universitaire. Les universitaires (recteurs et vice-recteurs) de 43 établissements de 9 pays de la région - Moldavie, Roumanie, Bulgarie, Macédoine, Grèce, Ukraine, Russie, Arménie, Georgie - ont pu débattre dans les ateliers du séminaire les plus actuels problèmes de la réforme LMD, car le générique du séminaire était « *L'application du Processus de Bologne et la mise en œuvre du LMD en Europe centrale et orientale. Enjeux et perspectives des réformes* ». La manifestation a été accueillie par l'Université Libre Internationale de Moldova et l'Université de Médecine et de Pharmacie « N. Testemiteanu » de Moldova.

Un Comité Scientifique a été créé, constitué des vice-recteurs des universités moldaves. La présidente du Comité Scientifique Mme Ana Gutu, appuyée par ses collègues et ensemble avec le BECO (Bureau de l'Europe Centrale et Orientale de l'AUF) a préparé les travaux du séminaire.

Comme la République de Moldova est en pleine restructuration de son système de l'enseignement supérieur, vu son appartenance au Processus de Bologne depuis mai 2005, la mise en place des expériences déjà existantes en Europe avec leur valorisation maximum est bienvenue en plein processus de la réforme.

De nombreuses rencontres ont permis de construire avec et pour les responsables d'établissements d'enseignement supérieur une base de réflexions, de connaissances et de propositions visant la phénoménologie du LMD dans la perspective de la réforme du système de l'enseignement supérieur conformément aux principes du Processus de Bologne.

Le séminaire s'inscrit dans le prolongement des activités soutenues par l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) à la demande des Recteurs des universités d'Europe centrale et orientale en matière de gouvernance universitaire (travaux de la CONFérence des Recteurs de l'Europe Centrale et Orientale, Bucarest – Iasi en 2003, Bucarest – Sinaïa en 2004 ; Cluj, en 2006 ; participation à la Conférence sur l'enseignement supérieur en Europe centrale et orientale, Sofia en 2007).

La séance d'ouverture a été inaugurée par le président du parlement de la Moldavie Monsieur **Marian Lupu**, son allocution de salut étant suivie par les discours du ministre de l'Education Monsieur **Victor Tvircun**, du recteur de l'ULIM, Monsieur **Andrei Galben** et Madame **Liliane Ramaroso**, Directrice du BECO, qui a délivré le mot de salut du recteur de l'AUF, Monsieur **Bernard Cerquiligni**.

Le présent séminaire a mutualisé dans une approche régionale ces demandes d'appui au management stratégique des réformes exigées par l'application du Processus de Bologne et par la mise en œuvre du LMD : modification de la structure de l'offre de formation et rénovation des pratiques pédagogiques, évolution des procédures d'habilitation et d'évaluation, dans un cadre juridique et administratif approprié.

Dans l'esprit des valeurs promues judicieusement par l'AUF, ainsi qu'en concordance avec la mise en place du nouveau programme sur la gouvernance universitaire, le colloque a engendré une réflexion sur la dynamique de la réforme LMD dans la région, les connexions académiques entre les cycles universitaires, le lien entre les formations LMD et le marché de l'emploi, l'évaluation externe des formations en LMD, les conditions de management des établissements d'enseignement supérieur, la mise en place d'une gouvernance efficace dans les conditions de la réforme LMD.

Parce qu'elle constitue un moyen d'entrer dans une voie de résolution des difficultés en matière de gestion académique, administrative, financière des universités, l'approche retenue, pour ce séminaire a été celle de **la phénoménologie dynamique**.

Le séminaire a été organisé autour de trois axes : *La réglementation de l'application du Processus de Bologne, Les implications académiques et pédagogiques de la réforme LMD selon les exigences du Processus de Bologne, L'évaluation et l'habilitation comme assurance de la qualité.*

Ainsi, le séminaire a-t-il poursuivi un double objectif.

1) Il s'agit en premier lieu de rendre compte des réalisations et/ou des problèmes rencontrés - en matière (i) de cadrage politique, juridique et administratif, (ii) d'adaptation de l'offre de formation et des pratiques pédagogiques et (iii) de procédures d'habilitation et d'évaluation - et d'en dégager les bonnes pratiques transférables et adaptables dans un esprit de mise en synergie des compétences et des moyens.

2) Toute mise en œuvre d'innovations en matière de gouvernance universitaire – impliquant une interaction effective des composantes de l'institution et de l'institution avec les parties prenantes du système éducatif - s'inscrit dans la durée. Le séminaire s'est donné ainsi pour second objectif de renforcer la CONFRECO et d'en assurer l'opérationnalité en vue d'une coordination et d'un suivi sur le plan régional des résolutions par les responsables des universités

Les participants au séminaire ont eu la possibilité de bénéficier du partage des expériences des collègues venus des universités de France et du Canada : Monsieur **Jean-Luc NAHEL**, Représentant de la Conférence des Présidents d'Universités françaises - (CPU), Monsieur **Jean-Dominique ASSIE**, Administrateur du programme transversal 'Soutien et renforcement de l'excellence universitaire' de l'AUF, **Monsieur Michel BRAZIER**, Doyen de la Faculté de Pharmacie de l'Université de Picardie, France ; Président de l'Association des

Facultés de pharmacie françaises, Messieurs **Claude CHAMBELLAN** et **Yann PEREON**, Université de Nantes, Madame **Claude MAILHOT**, Déléguée du vice-recteur aux affaires académiques au sein du Comité académique d'évaluation des programmes à l'Université de Montréal, Canada.

Vers la fin des travaux les participants au séminaire ont adopté la *Déclaration de Chisinau*, dans laquelle qui, parmi autre, ont été formulées des recommandations concrètes : reconnaître comme indispensable la dimension plurilingue, c'est à dire diversifier l'offre de langues dans nos formations et activités de recherche ; renforcer l'adossment de la formation à la recherche par la mise en valeur des études doctorales ; assurer la valorisation nationale et internationale des activités universitaires (enseignement et recherche), notamment par le renforcement des systèmes d'accréditation et d'évaluation ; développer la culture de l'autoévaluation au sein des universités pour garantir l'assurance-qualité des formations, des enseignements et des apprentissages ; adapter la structuration des formations - et notamment des masters - aux besoins de la société, sur le plan national, régional et international ; harmoniser, au niveau régional, le cursus des formations en santé selon les exigences académiques propres à ce domaine mais en gardant la possibilité d'introduire des expertises locales et des formations transversales en sciences humaines et sociales.

Un Comité de Pilotage a été constitué, ayant à la tête en tant que présidente Mme **Ana GUTU**, Premier Vice-Recteur de l'ULIM.

Cet événement est un véritable succès compte tenu du fait que l'AUF se positionne en partenaire sérieux des universités dans leur marche, souvent pas du tout simple, sur la voie des réformes.

**Ana GUTU**

Premier Vice-recteur

Université Libre Internationale de Moldova